

Compte rendu d'entretien – Association Parole aux citoyens

Introduction

Dans le cadre d'une étude scientifique menée au sein de la Maison de la Recherche de Dunkerque, j'ai sollicité l'association *Parole aux citoyens* afin de mettre en débat certains points de l'étude. Un questionnaire a été envoyé à chacun des membres ayant participé à cet échange (lien des questionnaires : <https://sites.google.com/view/enquete-energie-tves/les-questionnaires?authuser=0>), permettant de recueillir, d'introduire et de nourrir la réflexion de chacun. Un échange en visio a ensuite permis d'approfondir les détails, avec une recontextualisation locale des problématiques traitées et une mise en débat des idées de chacun.

Cette recherche doctorale porte sur la transition environnementale et énergétique. Elle a pour objectif de mieux comprendre les enjeux locaux liés à l'acceptabilité, à la concertation et à l'implication des citoyen·ne·s dans les projets énergétiques.

Lien du site internet de l'étude : <https://sites.google.com/view/enquete-energie-tves/accueil?authuser=0>

Retour sur le questionnaire et ses limites

Dès le début de l'entretien, les participants ont souligné les difficultés rencontrées lors du remplissage du questionnaire, notamment son caractère parfois trop fermé, qui ne permet pas toujours d'exprimer la complexité des avis. Plusieurs d'entre eux ont insisté sur la nécessité d'avoir des espaces de réponse ouverts, permettant de nuancer les positions ou d'ajouter des remarques. Cette critique rejoint un constat récurrent dans les enquêtes sociales : les outils standardisés peinent à capter la diversité des opinions, surtout sur des sujets aussi sensibles que l'énergie ou l'aménagement du territoire.

La question de l'indemnisation des riverain·e·s a particulièrement animé les débats. Certains y voient une compensation légitime pour les préjudices subis (bruit, perte de cadre de vie, impacts sur la biodiversité), tandis que d'autres y décèlent une tentative d'« acheter » l'acceptabilité sociale.

« Et là, on s'est demandé : est-ce que cette indemnisation, c'est qu'on achète les gens pour qu'ils disent oui, ou est-ce que c'est une réelle indemnisation ? » Participant à la réunion

Cette méfiance s'étend aux mécanismes de compensation agricole, perçus comme des « fumisteries » :

« La compensation agricole, c'est une fumisterie : on ne compense pas la destruction définitive d'une terre. » Participant à la réunion

Expériences locales et mobilisations citoyennes

Le photovoltaïque : entre opportunités et controverses

L'association a été confrontée à un projet de centrale photovoltaïque en zone Natura 2000, découvert par hasard, peu de temps avant la clôture de l'enquête publique :

« Le projet était caché, on l'a découvert deux jours avant la fin de l'enquête publique. »

Participant à la réunion

Ce cas illustre les dysfonctionnements des procédures de consultation : absence de transparence, études d'impact jugées mensongères ou incomplètes, et minimisation des impacts environnementaux. Une découverte tardive et fortuite du projet semble nourrir la méfiance des citoyens.

Il est ressorti une volonté que les projets photovoltaïques soient développés en priorité sur des surfaces déjà artificialisées (toitures, parkings, anciennes décharges), et non sur des espaces naturels ou agricoles :

« On veut des panneaux sur les toits, les parkings, pas en pleine nature. » Participant à la réunion

Il a également été pointé du doigt les inégalités d'accès à l'énergie solaire ; alors que les grands projets se multiplient en pleine nature, les particuliers se heurtent souvent à des refus ou à des difficultés. L'exemple des Architectes des Bâtiments de France a été donné.

La méthanisation : une technologie à encadrer plus strictement ?

La position sur la méthanisation est nuancée. Si l'intérêt de traiter les déchets agroalimentaires ou les boues de station d'épuration a été reconnu, l'idée d'implanter cette infrastructure sur des terres agricoles ou en zone naturelle protégée a été unanimement rejetée :

« Une unité de méthanisation, c'est une usine. Elle doit être en zone industrielle, pas sur des terres agricoles. » Participant à la réunion

Il a été rappelé que l'association a contribué à faire abandonner un projet de méthanisation dans une commune voisine, en raison de sa localisation en zone Natura 2000 et de l'absence de dialogue avec la population.

Il a également été souligné l'importance de la qualité des intrants. L'idée générale étant que la méthanisation ne doit pas encourager la culture de plantes dédiées, mais valoriser les déchets organiques existants.

Concertation et transparence

L'un des thèmes récurrents de l'entretien a été l'absence ou l'insuffisance de concertation dans la plupart des projets énergétiques :

« Aujourd'hui, il n'y a pas de concertation. Il faut la mettre en place, avec des réunions publiques et des visites de site. » Participant à la réunion

Il a été dénoncé le caractère souvent « formel » des enquêtes publiques, qui ne permettent pas une réelle appropriation citoyenne des enjeux. Les documents, techniques, longs et complexes, semblent souvent inaccessibles au grand public, ce qui limite la capacité des citoyen·ne·s à formuler des avis « éclairés ».

« Les documents techniques, c'est 500 pages : pour le commun des mortels, c'est impossible à comprendre. » Participant à la réunion

Un autre point de préoccupation concerne la fiabilité des études d'impact, réalisées par des bureaux d'études financés par les aménageurs. Plusieurs cas de falsifications ou d'omissions volontaires ont été évoqués, conduisant plusieurs membres de l'association à proposer la création d'un système d'agrément :

« Il faudrait un système d'agrément pour les bureaux d'études, comme dans le nucléaire. »
Participant à la réunion

L'objectif évoqué serait d'éviter les conflits d'intérêts et de garantir l'indépendance des expertises. Certains ont aussi suggéré la mise en place d'un fonds commun pour financer ces études, afin de les soustraire à l'influence des porteurs de projet.

Vers une transition énergétique juste et locale

Les propositions pour une transition énergétique plus équitable s'articulent autour de trois axes principaux :

1. **La sobriété** : Réduire la consommation avant de produire, en agissant sur les modes de vie, l'isolation des bâtiments et l'efficacité énergétique.

« La seule solution, c'est la sobriété. » Participant à la réunion

2. **L'autonomie locale est-ce possible ?** : Il y a une volonté de développer des projets locaux, portés par les citoyen·ne·s et adaptés aux spécificités du territoire (ex. : centrales photovoltaïque citoyenne, réseaux de chaleur).

« On est rentré dans une centrale villageoise, pour financer avec un financement citoyen des installations en toiture. On est en train de finir une installation sur la toiture d'une école. »
Participant à la réunion

Mais certains questionnent la faisabilité d'une autonomie énergétique locale :

« Il me semble que c'est illusoire de penser qu'on peut être autonome en énergie sur une commune avec les moyens actuels. Nous, on a une usine hydroélectrique, mais il faut la partager, ça ne peut pas être que pour nous. » Participant à la réunion

3. **Le respect de l'environnement** : Interdire les projets en zone Natura 2000 ou sur des terres agricoles, et privilégier les sites déjà artificialisés.

« Aujourd'hui on ne dit, pas question, plus question d'accepter des projets en zone Natura 2000 point. » Participant à la réunion

Le nucléaire : un débat toujours ouvert

La question du nucléaire a divisé les participant·e·s. Si certains le considèrent comme une solution inévitable, compte tenu des besoins industriels et de la difficulté à réduire la consommation :

« Je crois qu'on n'a pas le choix : il faudra du nucléaire, et il faut construire dès aujourd'hui les centrales de demain. » Participant à la réunion

D'autres le rejettent catégoriquement, principalement en raison des déchets engendrés :

« Là, on n'est pas tous d'accord. » Participant à la réunion

Tous s'accordent cependant sur la nécessité de repenser en profondeur notre modèle de développement, fondé sur une consommation toujours croissante d'énergie :

« Je crois que le problème, c'est vraiment le modèle qui est le nôtre et qui, depuis des décennies, consomme de plus en plus d'énergie. » Participant à la réunion

Pour conclure

L'association participante ne rejette pas la transition énergétique, bien au contraire : elle la réclame dans une version plus juste, plus transparente et plus respectueuse des équilibres locaux. L'engagement, né de la défense du cadre de vie, a conduit à mieux connaître le territoire, à s'organiser collectivement et à proposer des alternatives concrètes et locales qui ont abouti.

Le message a été clair : la transition énergétique ne peut se faire sans les citoyen·ne·s. Elle doit être l'occasion de renforcer la démocratie locale et de construire des projets qui répondent aux besoins des populations, et non aux besoins d'une économie, sans sacrifier l'argument premier de l'association : leur environnement.